

# Pour parler d'autre chose, la Bombe

**C**ETTE pandémie a au moins une vertu : nous faire comprendre que ce monde peut basculer, et plus vite que prévu, qu'il doit se remettre en question, s'attaquer aux impensés, que bien des possibles sont envisageables, les pires comme les meilleurs. Voyez la Bombe, celle qui s'écrit avec une majuscule, tant elle porte en elle d'effroi et de souvenirs atroces (Hiroshima, Nagasaki).

On n'y pense jamais. D'autres y pensent pour nous. Ceux qui en notre nom (et avec nos impôts) font en sorte que, jour et nuit, un sous-marin français (au moins) patrouille en secret au fond des mers, trimbalant avec lui de quoi allumer mille Hiroshima sur la terre entière. Merci, de Gaulle !

Depuis 1960, grâce à lui, la France dispose de la Bombe. Et n'est pas près d'y renoncer. Et pourtant... Les 23 et 24 octobre, trois petits pays de rien du tout, Nauru, Jamaïque et Honduras, ont signé le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian) pondu en 2017 par l'assemblée générale des Nations unies. Etant désormais ratifié par plus de 50 pays, il entrera en vigueur le 22 janvier 2021.

Ce sera alors bien plus qu'un simple bout de papier. Comme il interdit l'utilisation, le développement, la production, les essais, le stationnement, le stockage et



Protégeons-nous

la menace d'utilisation des armes nucléaires, il fera de la France et des huit autres pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine, Russie, Inde, Pakistan, Israël, Corée du Nord) ayant la Bombe des Etats voyous.

Bien sûr, nos diplomates n'ont pas apprécié. Ils ont fait pression sur ces petits pays pour les dissuader de signer. Ce traité est plus qu'inutile, voyons : il est nuisible. Pas réaliste. C'est de l'angélisme. Ça risque de réveiller bêtement les opinions publiques. Laissez-nous faire. Avec le traité de non-prolifération adopté en 1968, les pays détenteurs d'armes nucléaires ont commencé à réduire peu à peu leurs stocks, ça, c'est efficace. La Bombe devrait avoir disparu vers 2080. Patience.

Ces arguments ayant été inopérants, ce traité va désormais faire partie intégrante du droit international. Et, très vite, avoir des conséquences concrètes, politiques, diplomatiques,

juridiques, stratégiques, éthiques et financières. « Déjà, d'importantes institutions financières se refusent à investir dans le secteur de l'armement nucléaire », note Patrice Bouveret, porte-parole d'Ican (1) en France. Si les banques et les fonds de pension ne croient plus en la Bombe, où allons-nous ?

Pour Jean-Marie Collin, l'autre porte-parole français d'Ican, « la France est à contre-courant de l'Histoire ». S'affligeant du « vide terrible de prise de conscience des parlementaires », il trouve « extrêmement regrettable de voir que le budget atomique passe la barre des 5 milliards d'euros annuels sans aucun débat de fond ». Aucune interrogation sur la politique de dissuasion nucléaire ni sur l'urgence d'envisager le « jour d'après ». La Bombe reste un dogme, un sujet tabou. Mais la pandémie a au moins une vertu...

**Jean-Luc Porquet**

(1) International Campaign to Abolish Nuclear Weapons.